

Taxes sur les carburants, fiscalité injuste, pouvoir d'achat, politique environnementale sans ambition, précarisation des salariés.

C'est toute la politique du gouvernement que nous COMBATTONS

UNE COLERE LEGITIME DES TRAVAILLEURS, RETRAITES, PRECAIRES ET PRIVES D'EMPLOIS.

Le prix des carburants est sans doute la goutte d'eau qui fait déborder le vase du mécontentement populaire. Il faut dire que les motifs ne manquent pas !

**Hausse des taxes sur les carburants et le fioul domestique :
une politique environnementale et de santé publique?**

C'est ce qu'affirme Macron et son gouvernement qui en rajoutent dans le mépris en qualifiant ceux qui expriment leur mécontentement d'adversaires de l'environnement et de la santé publique.

Ils oublient sciemment de préciser que les citoyens se sont historiquement portés sur l'achat de véhicules diesel sous l'effet de politiques fiscales qui depuis des décennies ont été mises au service du lobby des constructeurs automobiles et du patronat routier.

Alors que les prix des carburants ont connu une augmentation annuelle de 23 % pour le gazole, 15 % pour l'essence, 12 % pour le fioul, la **Taxe Intérieure sur les Produits de Consommation Energétique (TIPCE)** devrait rapporter 34 milliards d'euros en 2019 (26 milliards en 2015) dont seuls 7,5 milliards (soit 19 %) seront directement affectés à la transition avec une progression limitée à 1,3 milliards des budgets consacrés aux projets d'énergies renouvelables.

Ce que le gouvernement ne dit pas c'est que cette taxe devient ainsi une des recettes fiscales principales du budget de l'Etat (la 4^{ème} après la TVA), qu'elle frappe de la manière la plus inégalitaire (à l'image de la TVA qui affecte d'ailleurs également le prix du carburant et du fioul) **puisqu'elle applique le même taux au millionnaire comme au SMICARD ou allocataire du RSA.**

De la même façon ce gouvernement a choisi de frapper les millions de retraités du pays par l'augmentation de la CSG (une augmentation de prélèvement qui représente souvent près d'un demi-mois de pension de retraite), ces mêmes retraités qui supportent également cette hausse de la fiscalité sur les carburants.

Parallèlement **ce sont 4 milliards d'impôt de solidarité sur la fortune qui sont abandonnés et un plafonnement de la taxation du capital qui rapporte là encore 3 milliards d'euros aux plus riches et que profits et dividendes atteignent de nouveaux sommets.**

En 2019 ce sont 38,5 milliards d'euros qui seront distribués aux entreprises (quelque soit leur taille et leur surface financière, les plus gros bénéficiaires étant les multinationales) au titre du CICE et de nouvelles exonérations de cotisations sociales patronales. Ainsi sur 5 ans 100 milliards de CICE auront été distribués sans le moindre effet (ou si peu) sur l'emploi.....Et notre pays compte toujours plus de 5 millions de privés d'emploi.

♦Macron propose-t-il d'établir une taxe sur les profits des multinationales de pétrole (Total : 20 milliards d'euros de profit depuis 2015, Shell : 29 milliards.....) : **la réponse est NON.**

♦Les recettes fiscales de l'impôt société ne cessent de baisser : **alors que l'impôt société rapportait 40 milliards en 2011 ce ne serait plus que 25 milliards en 2018 et MACRON veut encore réduire le taux de l'impôt sur les sociétés pour le porter à 25 %.**

♦Les sociétés autoroutières (Vinci, Eiffage ...) aux bénéfices colossaux sont-elles appelées à contribuer à l'effort environnemental à hauteur de leurs capacités : **la réponse est NON.**

♦Le trafic aérien supporte-t-il la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE) : **la réponse est NON.**

♦Le transport routier supporte-t-il la Contribution Climat Energie incluse dans la taxe : **la réponse est NON.**

♦Le Président impulse-t-il l'idée dans les instances européennes d'une taxation des transactions financières internationales dont le produit servirait au développement de « l'économie verte » et de la transition énergétique : **la réponse est NON.**

Et c'est ce même gouvernement qui ferme les services publics, réduit les budgets des hôpitaux publics, ferme des lignes ferroviaires de proximité en lançant des flottes de car sur les routes..... qui voudrait donner des leçons de moralité environnementale aux citoyens.

En fait, la vraie priorité du gouvernement est de réduire la dépense publique tout en menant une politique fiscale qui tourne le dos à l'égalité et à la réduction des inégalités : plutôt les taxes que l'impôt progressif.....tout en préservant les profits des grandes entreprises et en favorisant les premiers de cordée (les plus riches).

Pourtant, comme l'a encore souligné récemment le **GIEC** (Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat) la stratégie des « petits pas » en matière environnementale n'a plus lieu d'être, précisant que les préconisations de la COP 21 ne suffiraient pas à répondre aux enjeux.... **AUX DEFIS** serait plus juste comme expression.

Un président français de la Vème république lors d'un énième sommet international sur l'environnement avait proclamé il y a 20 ans : « **notre planète brûle et nous regardons ailleurs.** ».

Et en France l'émission de gaz à effets de serre a crû de 3 % en 2017 !

ALORS OUI IL EST GRAND TEMPS DE MENER UNE POLITIQUE SOCIALE et ENVIRONNEMENTALE AMBITIEUSE :

Il faut aujourd'hui des investissements publics d'envergure pour répondre au défi planétaire environnemental qui menace l'humanité.

Nombre d'économistes évoquent, pour un pays comme la France, la nécessité d'investissements publics à hauteur de 20 milliards d'euros par an. Actuellement on est bien loin du compte.

La CGT, par la voix de son secrétaire général, a signé récemment, avec des syndicalistes, chercheurs, industriels, un appel initié par le magazine « Alternatives Economiques » pour la mise en place d'un grand programme d'investissement vert et afin d'isoler du déficit budgétaire les fonds publics affectés à ce programme..... **Que répond le Président ?.... RIEN !**

Il continue au contraire de vénérer la réduction des déficits budgétaires comme un totem.

En s'obstinant sur la voie qu'il a choisie, le gouvernement fait de toute politique environnementale une politique répressive et punitive.

En voulant soi-disant faire le bien, il fait le pire des maux : il donne des arguments à ceux qui (extrême droite en tête) nient le réchauffement climatique et ne voient dans la lutte contre le tout automobile qu'une atteinte au porte-monnaie et à la liberté individuelle qu'incarnerait le véhicule personnel.

De même en s'attaquant uniquement aux ménages, il nie le fait qu'une grande partie des automobilistes n'ont pas de modes alternatifs, notamment dans les zones rurales.

Le gouvernement se rend-il compte de ce que les dépenses contraintes (carburant, fioul pour se chauffer, loyers, électricité, assurances....) représentent dans le budget de millions de salariés du pays, des privés d'emploi, des précaires et des retraités qui voient leurs revenus stagner depuis des années.

La précarité énergétique (difficultés à payer les factures d'électricité et de gaz) touche 13 millions de français et le gouvernement ne trouve rien d'autre à faire que de mettre fin aux tarifs réglementés du gaz en 2019.

De même il ne trouve rien de mieux à faire que de livrer aux appétits du privé les concessions hydrauliques, productrices de la principale énergie propre du pays et fondamentales dans la gestion de l'eau sur le territoire.

Il est donc URGENT d'AGIR :

- Il est **URGENT** d'augmenter les salaires et de porter immédiatement le SMIC à 1 800 € brut et d'augmenter, pensions, retraites et salaires avec une progression en fonction des qualifications.
- Il est **URGENT** de prendre toutes les dispositions (aides, exonérations fiscales...) pour mettre fin à la précarité énergétique.
- Il est **URGENT** d'investir massivement dans le développement des transports publics et d'aller vers la gratuité de ceux-ci.
- Il est **URGENT** de reprendre la politique d'aménagement du territoire, de rééquilibrage et non de métropolisation qui conduit à la concentration des activités (publiques et privées) et à l'allongement des trajets domicile-travail au bilan carbone déplorable.
- Il est **URGENT** et de salubrité publique de **MENER UNE VERITABLE POLITIQUE D'INVESTISSEMENT dans la transition énergétique à la hauteur des enjeux.**